

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 12/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



POLYCOR FRANCE

Lieu-dit Les Carrières
89440 Massangis

Code AIOT : 0005400088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement POLYCOR FRANCE implanté La Grande Montagne RN 74 21190 CHASSAGNE MONTRACHET. L'inspection a été annoncée le 17/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYCOR FRANCE
- La Grande Montagne RN 74 21190 CHASSAGNE MONTRACHET
- Code AIOT : 0005400088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société POLYCOR France exploite une carrière à ciel ouvert de Pierre Ornementale sur la commune de CHASSAGNE-MONTRACHET.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi d'APMD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	largeur banquette	AP de Mise en Demeure du 16/12/2016, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	24 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties Financières	AP de Mise en Demeure du 16/12/2016, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Faute d'exploitation, la largeur de certaines banquettes est toujours inférieure aux 7 mètres réglementaires. Au regard des 2 constats détaillés ci-dessous, la mise en demeure du 16/12/2016 est considérée comme levée, un point étant soldé et l'autre inopérant. Une nouvelle mise en demeure est proposée pour encadrer la mise en conformité de la largeur des banquettes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : largeur banquette

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2016, article 1
Thème(s) : Autre, carrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de la prochaine campagne d'extraction, l'exploitant est mis en demeure de respecter l'article 22.2 en séparant les gradins par des banquettes de largeur minimale égale à sept mètres.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence d'activité sur la carrière. L'exploitant a indiqué qu'aucune extraction n'avait été réalisée depuis la précédente inspection ayant donné lieu à la mise en demeure, et ce malgré la prolongation de l'autorisation délivrée par arrêté préfectoral du 28/09/2021. NON CONFORMITÉ MAJEURE : En conséquence, la largeur de certaines banquettes est toujours inférieure à 7 mètres. L'exploitant a indiqué que ces banquettes seraient reprises soit dans le cadre d'une future extraction ou soit dans le cadre de la réhabilitation de la carrière. La stabilité du front n'est pas garantie. L'arrêté de mise en demeure du 16/12/2016 fixant un délai conditionné à la réalisation d'une campagne d'extraction, il apparaît inopérant. Une nouvelle mise en demeure s'avère donc nécessaire afin de fixer un délai déterminé, comme prévu à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 24 mois

N° 2 : Garanties Financières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/12/2016, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties Financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de notifier le préfet de la constitution des garanties financières.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a remis un acte de cautionnement solidaire valable jusqu'au 08/08/2024, couvrant le montant relatif à la phase 4 (2022 - 2027) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2021. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet